

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GÉNÉRALE

E/CN.4/SR.183
17 mai 1950

ORIGINAL: FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT QUATRE-VINGT-TROISIÈME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le mardi 9 mai 1950, à 11 heures 20.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme
(annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme
sur sa cinquième session (document E/1371) (suite):
- Article 7 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/359,
E/CN.4/372, E/CN.4/389) (suite);
- Article 6 (E/CN.4/365, E/CN.4/471, E/CN.4/472, E/CN.4/473) (suite).

PRESENTS

<u>Président:</u>	M. TCHANG	Chine
<u>Membres:</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. SORENSON	Danemark
	M. RANADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. SIMSARIAN	Etats-Unis d'Amérique
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentants d'institutions spécialisées:

M. LEMOINE	Organisation internationale du Travail (OIT)
M. ARNALDO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
M. KAUL	Organisation mondiale de la santé (OMS)

Représentante d'une organisation non gouvernementale de la catégorie A:

Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
-------------	---

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B:

Mme AIETA	Union catholique internationale de service social
M. NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. HALPERIN	Comité de coordination d'organisations juives
M. CRUICKSHANK	Conseil interaméricain du commerce et de la production
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
Mlle SCHAEFER	Union internationale des ligues féminines catholiques
M. PERLZWEIG	Congrès juif mondial

Secrétariat:

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. DAS	Secrétaire de la Commission

1. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) demande que le deuxième alinéa du paragraphe 15 du document E/CN.4/SR.159, portant sur la première intervention qu'elle a faite au cours de la 159^{ème} séance de la Commission, soit modifié comme suit:

"Elle espère avoir ainsi donné satisfaction au représentant du Liban qui exhorte constamment les membres de la Commission à agir conformément à leurs plus nobles idéaux. Les membres de la Commission doivent néanmoins se rappeler qu'ils sont les représentants de leurs gouvernements, qu'ils doivent élaborer un texte susceptible d'être accepté et signé par leurs gouvernements. Ils doivent également tenir compte du fait qu'il existe des différences sensibles entre les divers systèmes juridiques du monde. Quel que soit l'idéal dont certaines propositions semblent s'inspirer, les représentants ne sont pas toujours en mesure de les accepter, non pas qu'ils soient adversaires des droits de l'homme, mais parce que ces propositions sont de nature à entraîner des changements profonds dans les systèmes juridiques établis au cours des siècles et qui assurent une égale protection des droits de l'homme."

2. Le PRESIDENT prend acte de cette demande.

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I ET II DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR SA CINQUIEME SESSION, DOCUMENT E/1371) (suite)

Article 7 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/359, E/CN.4/372, E/CN.4/389) (suite)

Article 6 (E/CN.4/365, E/CN.4/471, E/CN.4/472) (suite)

3. Le PRESIDENT invite la Commission à poursuivre l'examen de l'article 7. Il rappelle que la Commission se trouve en présence de plusieurs propositions: une proposition tendant à supprimer purement et simplement l'article 7 et à en incorporer la substance dans l'article 6, présenté par la délégation de la France (E/CN.4/471), un amendement à l'article 7 présenté par la délégation yougoslave (E/CN.4/372) et un amendement à l'article 6 présenté par la délégation des Philippines (E/CN.4/472).

4. M. KYROU (Grèce) demande la clôture du débat sur l'article 7, étant donné que cet article a déjà fait l'objet d'une discussion prolongée et que la Commission ne dispose que de très peu de temps pour terminer ses travaux.

5. M. MENDEZ (Philippines) combat la demande de clôture parce qu'il a quelques observations à faire au sujet de l'amendement de la France.

6. M. MALIK (Liban), tout en étant aussi soucieux que le représentant de la Grèce de voir la Commission terminer ses travaux à temps, indique néanmoins que les membres de la Commission n'ont pas eu le loisir de discuter les amendements de la France et des Philippines, dont les textes écrits leur ont été communiqués le matin même.

7. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de clôture présentée par la délégation de la Grèce.

Par 9 voix contre 2, cette proposition est adoptée.

8. Le PRESIDENT propose de mettre les diverses propositions aux voix dans l'ordre suivant: il mettra aux voix en premier lieu la proposition de suppression et, si celle-ci est rejetée, l'amendement de la Yougoslavie. Si la proposition de suppression est adoptée, il mettra aux voix l'amendement de la France à l'article 6 (E/CN.4/471) et, ensuite, l'amendement des Philippines au même article (E/CN.4/472).

9. M. MENDEZ (Philippines) fait remarquer que l'amendement de la France se borne à incorporer la substance de l'article 7 dans l'article 6. Si cet amendement était adopté, l'article 7 ne serait supprimé qu'en apparence.

10. M. MALIK (Liban) rappelle que tous les membres de la Commission sont d'accord pour supprimer l'article 7 tel qu'il est actuellement rédigé. La délégation libanaise votera pour la suppression de cet article, à condition que la Commission entame immédiatement la discussion de l'amendement de la France.

11. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de la France tendant à supprimer l'article 7 du projet de pacte.

Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, cette proposition est adoptée.

12. Le PRESIDENT déclare qu'à la suite de la décision prise par la Commission, il est inutile de mettre aux voix l'amendement yougoslave à l'article 7. Le Président invite ensuite la Commission à examiner les amendements présentés par la France et les Philippines (E/CN.4/471 et E/CN.4/472) en faisant porter leurs observations uniquement sur la forme de ces amendements et non pas sur leur fond.

13. M. KYROU (Grèce) fait remarquer que sa proposition de clôture ne concernait que l'article 7. Les membres de la Commission doivent être libres de discuter les deux amendements dont ils sont saisis, qui ont trait à l'article 6.

14. M. MENDEZ (Philippines) souligne que l'amendement français contient les mêmes défauts que l'article 7 qui vient d'être rejeté par la Commission. Ainsi que l'ont indiqué l'Organisation mondiale de la santé et le Conseil international des infirmières, les mots "comportant un risque pour elle" sont de nature à gêner considérablement les médecins dans l'exercice de leur profession. Il serait donc préférable de ne pas parler de risque et de dire simplement : "Nul ne sera soumis à un traitement médical quel qu'il soit que n'exigent pas son état de santé et le souci de préserver sa vie." (1)

15. En réponse à une question du PRESIDENT, M. MENDEZ (Philippines) précise qu'il s'agit là d'une modification à l'amendement de la France et non d'une substitution à l'amendement initial de sa délégation (E/CN.4/472).

16. M. CASSIN (France) redoute que le mot "traitement" n'ait une portée infiniment plus vaste que le mot "expérience". Il rappelle que l'Organisation mondiale de la santé et le Conseil international des infirmières n'ont soulevé aucune objection contre la formule "expérience médicale ou scientifique".

17. Parlañt de l'amendement initial des Philippines, M. Cassin déclare qu'il ne suffit pas de qualifier une expérience de criminelle, encore faut-il définir ce qu'on entend par le mot "criminelle".

18. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que les propositions d'addition à l'article 6 posent les mêmes difficultés que l'article 7. Sa délégation votera donc contre toute modification de l'article 6 qui soit de nature à préjuger l'avenir social et médical du monde. La principale objection que la délégation des Etats-Unis ait à formuler contre la proposition française est que celle-ci n'envisage pas les cas où il peut être nécessaire de soumettre une personne à un traitement médical dans l'intérêt de la communauté. C'est ainsi qu'en cas d'épidémie grave il peut être nécessaire de procéder à des inoculations pour préserver les autres membres de la société. De même, il peut s'avérer nécessaire de soumettre à un traitement les personnes reconnues coupables d'attentat à la pudeur, dans l'intérêt des autres membres de la communauté.

(1) Traduction provisoire.

19. Bien qu'elle doive voter contre toute addition à l'article 6, la délégation des Etats-Unis propose néanmoins de modifier comme suit l'amendement de la France, pour tenir compte des considérations qui précèdent :

"En particulier, toute expérience médicale ou scientifique, pratiquée sans le consentement de l'intéressé, et qui n'est pas dans l'intérêt de la santé de l'individu ou de la communauté, sera considérée a priori comme constituant un traitement cruel ou inhumain." (E/CN.4/473)

20. M. Simsarian explique que le terme "a priori" a été introduit afin d'éviter que la règle énoncée par ce paragraphe ne soit trop rigide.

21. Mme MEHTA (Inde) estime que, avant de se prononcer sur les propositions dont elle est saisie, la Commission devrait entendre le représentant de l'Organisation mondiale de la santé. D'autre part, elle pense qu'il serait préférable d'examiner l'article 6 et les propositions d'additions y relatives lors de la seconde lecture du pacte et non pas immédiatement après le rejet de l'article 7.

22. En ce qui concerne la proposition des Etats-Unis, Mme Mehta indique que toute expérience qui ne serait pas faite dans l'intérêt de la santé de l'individu ou de la communauté ne saurait être considérée comme une expérience.

23. M. NISOT (Belgique) propose de remplacer, dans le texte français, les mots "une expérience médicale ou scientifique" par les mots "un traitement médical ou une expérimentation scientifique". En effet, il ne s'agit pas en l'occurrence d'expérience mais d'expérimentation.

24. M. CASSIN (France) fait remarquer que le texte de la délégation française est le seul qui tienne compte des avis formulés par l'Organisation mondiale de la santé et le Conseil international des infirmières; il ne saurait donc avoir pour effet d'entraver le progrès scientifique. En ajoutant ce texte à l'article 6, on soulignerait que le fait de soumettre une personne à une expérience médicale ou scientifique injustifiée, constitue un acte inhumain et dégradant. Il traite un cas particulier.

25. En ce qui concerne l'amendement des Etats-Unis, M. Cassin déclare que les termes "dans l'intérêt de la santé de la communauté" pourraient donner lieu à bien des abus. Il rappelle qu'au procès de Nuremberg les avocats de la défense ont précisément soutenu que c'est dans l'intérêt de la communauté que des centaines de personnes avaient été soumises à des expériences médicales inhumaines. Or on ne saurait infliger à qui que ce soit un traitement inhumain, même dans l'intérêt de la communauté.

26. M. KYROU (Grèce) déclare qu'il votera pour l'amendement de la France. En ce qui concerne la proposition des Etats-Unis, M. Kyrou déclare que le texte français n'empêche pas de punir des personnes coupables d'attentats à la pudeur, ni de prendre des mesures préventives contre elles.

27. M. KAUL (Organisation mondiale de la santé) souligne que l'amendement de la France est presque identique à la proposition du Conseil international des infirmières, sauf sur les deux points suivants : les mots "mautilations physiques" ont été supprimés et les mots "comportant un risque pour elle" ont été ajoutés. Or l'Organisation mondiale de la santé n'avait pas trouvé satisfaisant le texte élaboré par le Conseil international des infirmières. L'amendement de la France soulève une très grande difficulté, car il est parfois nécessaire de soumettre une personne à une expérience médicale ou scientifique comportant un risque pour elle, sans qu'il soit toujours possible d'obtenir son consentement préalable. La même objection vaut à l'égard de l'amendement des Etats-Unis.

28. En ce qui concerne l'amendement des Philippines, M. Kaul déclare qu'il est indispensable de préciser dans quelles circonstances une expérience scientifique peut être qualifiée de criminelle.

29. M. MENDEZ (Philippines) précise que son amendement ne concerne pas les expériences médicales proprement dites, mais bien les expériences abusives, de caractère criminel, qui entrent dans le cadre des traitements cruels et inhumains envisagés par l'article 6.

30. M. MALIK (Liban) suggère que dans le texte de l'amendement français au paragraphe 6, on remplace les mots "sans le consentement de l'intéressé" par les mots "contre son gré". Le représentant du Liban estime que, de cette façon, on répondra aux objections soulevées par le représentant de l'Organisation mondiale de la santé. D'autre part, le représentant de l'OMS a signalé que dans certains cas il est nécessaire de procéder à des interventions chirurgicales ou à des traitements médicaux comportant des risques; M. Malik fait observer que le texte français n'interdit pas de telles interventions : en effet, ce texte contient le membre de phrase suivant : "lorsque cette expérience n'est pas exigée par son état de santé physique ou mentale". A contrario, lorsque l'état de santé d'un patient exige un traitement ou une intervention déterminée, les médecins peuvent fort bien prendre la décision qui leur paraît la plus sage.

31. Mme MEHTA (Inde) dit qu'il lui est impossible, actuellement, d'accepter aucun texte; elle propose donc de renvoyer la discussion sur les différentes propositions à la deuxième lecture du projet de pacte.

32. M. NISOT (Belgique) se prononce contre la proposition de la représentante de l'Inde. Il estime plus utile d'en terminer avec ce sujet au cours de la présente séance car, si la Commission reprenait l'examen de cette question lors de la deuxième lecture du projet de pacte, elle devrait procéder à un débat beaucoup plus long.

33. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) appuie la proposition de l'Inde. Il fait observer que les différentes délégations n'ont pas eu assez de temps pour étudier les propositions concernant l'article 6 et qu'il serait préférable, dans ces conditions, d'examiner à nouveau cette question au cours de la deuxième lecture du projet de pacte.

Par 9 voix contre 5, la proposition de l'Inde est rejetée.

34. M. MALIK (Liban) déclare qu'il a voté contre la proposition de l'Inde pour les raisons exposées précédemment par le représentant de la Belgique.

35. M. KYROU (Grèce) s'est prononcé lui aussi contre la proposition de l'Inde pour des raisons identiques à celles des représentants de la Belgique et du Liban; il ne voudrait cependant pas que ce vote constituât en aucune façon un précédent.

36. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que la suggestion du représentant du Liban tendant à remplacer les mots "sans le consentement de l'intéressé" par les mots "contre son gré" lui paraît judicieuse. Il ajoute que le texte français présente un caractère par trop absolu; c'est pour cette raison que la délégation des Etats-Unis, dans son amendement à la proposition de la France, a ajouté les mots "a priori".

37. M. ORIBE (Uruguay) se prononcera contre toutes les propositions relatives à l'article 6; en effet, il ressort du présent débat que la Commission ne semble pas prête à adopter un texte donnant entière satisfaction; en outre, une institution spécialisée intéressée s'est prononcée contre les différentes propositions dont la Commission est saisie; enfin, de nombreux pays n'ont pas adopté de législation en la matière. En conclusion, le représentant de l'Uruguay déclare que la Commission ne dispose pas d'éléments suffisants pour se prononcer actuellement sur cette question.

38. M. KAUL (Organisation mondiale de la santé) fait observer que les termes employés dans les propositions tendant à ajouter un deuxième paragraphe à l'article 6 ressemblent fort à ceux de l'article 7 dont la Commission vient de décider la suppression. L'OMS s'est efforcée, sans succès, de rédiger un projet de texte pour l'article 6. M. Kaul craint que les efforts de la Commission n'aboutissent à des résultats fâcheux. Aucun paragraphe additionnel ne doit porter atteinte aux besoins médicaux et sociaux.

39. Au sujet de l'amendement des Etats-Unis, le représentant de l'OMS fait observer que les dispositions de cet amendement pourraient avoir comme conséquence d'empêcher toute expérience et tout traitement dans les asiles de fous; car, dans des cas pareils, il n'est pas possible d'obtenir le consentement de l'intéressé.

40. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) décide, à la lumière des observations faites par le représentant de l'OMS, de retirer l'amendement qu'il a présenté et de se prononcer contre toute proposition relative à l'article 6.

41. M. MENDEZ (Philippines) maintient la proposition qu'il a faite concernant l'article 6, mais retire l'amendement qu'il a présenté à la proposition française.

42. M. MALIK (Liban) fait observer que la Commission n'a procédé à l'examen du projet de pacte qu'après avoir demandé l'avis de l'Organisation mondiale de la santé. Elle a écouté avec une grande attention l'exposé des vues de cette organisation, mais la Commission ne doit pas pour autant ignorer son devoir et l'avis de l'OMS ne doit pas l'empêcher de prendre la décision qu'elle jugera opportune. Cette décision doit être adoptée dès maintenant et l'OMS pourra ultérieurement présenter ses arguments devant le Conseil économique et social et devant l'Assemblée générale.

43. Mme MEHTA (Inde) se prononcera contre toutes les propositions relatives à l'article 6; elle ne voudrait pas, en effet, que la Commission adopte un texte qui ne donnerait pas entière satisfaction.

44. Le PRESIDENT invite les représentants de l'Union catholique internationale de service social et de l'Union internationale des ligues féminines catholiques à exposer leurs vues.

45. Mme AIETA (Union catholique internationale de service social) désirait présenter certaines observations à propos du texte soumis par le Conseil international des infirmières et concernant l'article 7. Mais, en raison de la décision prise par la Commission de supprimer l'article 7, Mme Aieta s'abstiendra de tout commentaire.

46. Mlle SCHAEFER (Union internationale des ligues catholiques féminines) donne lecture d'une communication adressée en janvier 1950 par le Conseil international des infirmières à l'Organisation mondiale de la santé.

47. M. CASSIN (France) déclare que, s'il s'agissait de voter sur un texte définitif du projet de pacte, il serait le premier à admettre que sa proposition dût faire l'objet d'amples discussions. Mais la Commission ne fait actuellement qu'un travail préparatoire. En adoptant le texte de la France, elle marquerait son intention de tenir compte des observations et des commentaires présentés par les divers organismes internationaux.

48. Le texte de la France, outre qu'il tombe sous l'article 6. maintenant, est plus étroit que celui du Conseil international des infirmières parce qu'il ne parle plus des mutilations et qu'il condonne les expériences comportant un risque. M. Cassin pense, comme le représentant du Liban, qu'il faut amener les organisations internationales à donner des conseils positifs en la matière; mais il n'accepte pas que ces organisations disent qu'il ne faut rien faire parce que l'on doit ménager des intérêts divergents.

49. M. Cassin pense que la Commission doit accepter dès maintenant d'introduire dans le pacte des dispositions interdisant les expériences médicales ou scientifiques pratiquées sur les personnes contre leur gré, quitte à soumettre par la suite le texte de ces dispositions à l'examen de l'Organisation mondiale de la santé.

50. Si cette institution a des observations à présenter à ce sujet, la Commission ne manquera pas d'en tenir le plus grand compte. Mais ce qu'il faut, c'est agir, même si cette action doit faire l'objet de critiques.

51. M. Cassin demande en conséquence à la Commission de se prononcer sur la proposition de la France et il est prêt à accepter des amendements raisonnables à son texte.

52. Le PRESIDENT déclare close la liste des orateurs, qui comprend encore les représentants du Royaume-Uni, des Philippines, de l'Australie et de la Yougoslavie.

53. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) dit que la délégation du Royaume-Uni votera contre toutes les propositions qui ont été présentées, car elle estime qu'elles sont de nature aussi bien à porter atteinte aux droits de l'homme qu'à les protéger. Si toutes les propositions sont rejetées, le Royaume-Uni se réserve de présenter un projet de résolution relatif aux expériences médicales et scientifiques pratiquées sur la personne humaine.

54. M. MENDEZ (Philippines) a suivi avec attention les explications du représentant de la France, mais il ne parvient pas à comprendre pour quelle raison la France a proposé, d'une part, de supprimer l'article 7 et, d'autre part, propose d'en incorporer les dispositions dans l'article 6. Ce que veut la délégation des Philippines, c'est marquer la différence entre les expériences scientifiques légitimes et les expériences scientifiques abusives.

55. M. WHITLAM (Australie) dit que les articles 6 et 7 du projet de pacte ont été inspirés tous deux de l'article 5 de la Déclaration des droits de l'homme. Les expériences médicales ne sont qu'un aspect du problème général des traitements cruels. M. Whitlam pense, comme les représentants des Philippines et du Chili, qu'il convient de fondre tous les aspects du problème en un seul. Il s'oppose à la proposition de la France parce qu'elle ne fait état que des expériences scientifiques ou médicales.

56. Le texte des Philippines est plus près du but visé, qui est d'interdire les expériences abusives, et M. Whitlam votera en faveur de ce texte.

57. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) partage entièrement le point de vue du représentant de la France. Le problème soulevé n'est pas nouveau. Il a déjà été posé par les événements historiques mêmes et il faut, bon gré, mal gré, en tenir compte, l'étudier et le résoudre.

58. Contrairement à ce que l'on a prétendu, on a disposé de tout le temps nécessaire pour cela. Déjà, le rapport sur la cinquième session de la Commission comportait le projet d'article 7 et il s'est écoulé un an depuis la publication de ce rapport. En outre, la Commission siège depuis un mois et ses membres ont pu tout à loisir se pencher de nouveau sur le problème.

59. M. Jevremovic n'approuve pas l'attitude de l'Organisation mondiale de la santé, qui se borne à donner un avis négatif. Elle devrait tout au contraire présenter des propositions et des observations fondées et constructives, que la

Commission pourrait discuter. Il y a une différence capitale entre les traitements médicaux ou scientifiques pratiqués dans un but purement expérimental et les traitements appliqués dans le but de guérir des maux. Tous les projets présentés ne visent que les traitements expérimentaux pratiqués sans que l'état de santé du malade le justifie. M. Jevremovic⁸⁹/réfère à l'exemple cité par le représentant de l'OMS, à savoir celui d'expériences pratiquées sur les aliénés. Le texte français ne sera pas un obstacle à ces traitements puisqu'ils ne seront pas appliqués contre le gré de la personne. Il ne faut pas renoncer à résoudre le problème et pour cela il faut d'abord avoir le courage de le poser. C'est pourquoi la délégation yougoslave votera pour le texte de la France.

60. M. NISOT (Belgique) dit que, malgré que le texte de la France lui paraisse imparfait, il votera en sa faveur parce qu'il est nécessaire d'introduire dans le pacte une disposition susceptible d'attirer, sur le problème dont la Commission est saisie, l'attention des organes qui auront à se prononcer après cette dernière.

61. Le PRESIDENT donne lecture du paragraphe 2 du texte de l'amendement de la France (E/CN.4/471) et le met aux voix.

Par 8 voix contre 4, avec 2 abstentions, le paragraphe 2 de l'amendement de la France à l'article 6 est adopté.

62. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement des Philippines (E/CN.4/472).

Par 4 voix contre 5, avec 5 abstentions, l'amendement des Philippines est rejeté.

63. Le PRESIDENT indique que la Commission aura à voter en seconde lecture sur l'ensemble de l'article 6.

64. M. THEODORPOULOS (Grèce) fait observer que le texte adopté pour le nouveau paragraphe 2 de l'article 6 n'est pas définitif. Il n'est introduit dans le projet de pacte que pour fournir aux organismes internationaux l'occasion de soumettre leurs observations et leurs propositions.

65. M. MENDEZ (Philippines) dit qu'il a voté contre la proposition de la France parce qu'il estime que le texte de cette proposition n'est pas à sa place dans l'article 6, qui ne vise que les traitements cruels, inhumains et dégradants. En incorporant dans cet article la proposition de la France, la Commission a assumé de lourdes responsabilités.

66. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Organisation mondiale de la santé à faire une déclaration.

67. M. KAUL (Organisation mondiale de la santé) fait observer à la Commission que les suggestions de l'OMS ne sont pas, comme on l'a prétendu, entièrement négatives. En effet, la communication du Directeur général de l'OMS (document E/CN.4/359) propose la suppression de l'article 7 et donne les raisons de cette proposition, notamment au paragraphe 2 de la page 2, suivant lequel il apparaît extrêmement difficile de présenter un article qui interdise les interventions ou expériences médicales abusives; d'autre part, l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme vise déjà la question.

La séance est levée à 13 heures 05.